

Bonnes nouvelles

(tous ensemble pour nos emplois)

A l'opposé du discours volontairement dramatique de ces dernières semaines, il faut bien le dire, les affaires des capitalistes vont bien. La crise économique mondiale accroît la concurrence et pousse les patrons à toujours plus de rentabilité pour satisfaire les appétits sans limites des actionnaires. Voilà où nous en sommes !

Dans la compagnie Ford monde, c'est comme chez une majorité de multinationales : les profits sont là. Certes un petit peu moins que pour l'année 2011 mais quand même plus de 8 milliards de dollars avec un 4^{ème} trimestre 2012 historique (le plus élevé depuis plus de 30 ans). Résultat, la structure financière de Ford est encore consolidée.

Les dirigeants de Ford insistent plus sur la situation en Europe : une baisse des ventes, une baisse de part de marché et une aggravation prévue pour 2013, des pertes financières importantes (elles incluent le coût provisionné des fermetures d'usines et des licenciements). Mais le retour aux bénéfices en Europe est programmé pour 2015.

Pas de quoi s'alarmer donc...

Effectivement, les prévisions de production reviennent à la hausse à partir de 2014. Les dirigeants sont toujours aussi optimistes quand ils parlent de

l'avenir. Alors pourquoi ces fermetures, ces milliers de suppressions d'emplois, ces chantages à l'emploi ?

Chez Ford comme chez Renault, PSA, GM, comme chez tous les équipementiers et même comme chez Arcelor, Unilever, Sanofi, Pétroplus ... c'est ce même discours alarmiste pour justifier des reculs sociaux, pour faire accepter de nouveaux sacrifices.

En réalité, le problème des patrons n'est pas de produire des biens ou des services pour satisfaire les besoins des populations, mais de produire du profit et du dividende pour satisfaire ceux qui possèdent.

Les moyens existent réellement pour assurer les emplois et les conditions de vie de l'ensemble des salariés. Nous avons la légitimité pour refuser les mauvais coups.

C'est pour cela qu'il ne faut rien lâcher. Si nous sommes encore là c'est parce que nous avons su nous défendre. Le 1^{er} mars, date probable du Comité de Pilotage, nous appellerons (et le proposerons aux autres syndicats) à un rassemblement pour dire que l'avenir des 1000 emplois minimum doit être assuré, qu'il faut une activité supplémentaire.

La suite des événements ne peut être favorable que si nous, les salariés, intervenons encore et toujours. Ne nous laissons pas faire, mobilisons-nous.



SANS COMMENTAIRE OU SI PEU

Voici des extraits du courrier envoyé par Titan, le repreneur potentiel de l'usine de Goodyear Amiens :

« J'ai visité cette usine plusieurs fois. Les salariés français touchent des salaires élevés mais ne travaillent que trois heures. Ils ont une heure pour leurs pauses et leur déjeuner, discutent pendant trois heures et travaillent trois heures. (...). Monsieur, votre lettre fait état du fait que vous voulez que Titan démarre une discussion. Vous pensez que nous sommes si stupides que ça ? Titan a l'argent et le savoir-faire pour produire des pneus. Titan va acheter un fabricant de pneus chinois ou indien, payer moins d'un euro l'heure de salaire et exporter tous les pneus dont la France a besoin. Vous pouvez garder les soi-disant ouvriers. »

On peut dire que c'est clair ! Voilà un patron décomplexé. A travers cet exemple brut, on sent bien que les capitalistes se sentent tout permis. Car derrière ce cynisme et ce mépris des salariés ouvertement exprimés, on peut dire que les dirigeants de Renault, PSA, Arcelor ont la même politique et ne sont pas loin de l'exprimer de la même manière. Il y a danger pour nous tous.

L'heure de la révolte a sonné.

Toujours les mêmes qui payent la crise...



JUSTE UN PETIT COUP DE FIL ?

Nous avons envoyé un courrier au Préfet demandant des infos officielles sur le prochain Comité de Pilotage qui devrait se tenir le 1^{er} mars (voir site www.cgt-ford.com). Le lendemain, c'est un représentant du ministère du redressement productif qui nous appelle pour confirmer que rien n'était encore officiel et disant « ne craignez rien, nous pensons à vous, nous respectons les salariés ... ». Nous voilà rassurés !

NOUVELLES DE L'USINE FORD GENK ?

Les dirigeants de Ford avaient annoncé en septembre la fermeture de 3 usines en Europe dont celle de Genk. La CGT Ford avait alors envoyé un courrier de soutien aux salariés pour dénoncer des fermetures et licenciements. Nous avons participé aussi à la manifestation à Genk en solidarité avec les salariés et la population.

En réalité, nous n'avons pas vraiment de nouvelles de ce qui se passe en ce moment. Ni à Genk, encore moins en Angleterre. Que Ford n'informe pas, ce n'est pas une surprise, il suffit de voir que depuis début septembre, les dirigeants de Ford n'ont pas fait le moindre signe alors qu'ils s'étaient engagés à nous rencontrer tous les 45 jours.

Le plus inquiétant, c'est l'attitude des responsables syndicaux d'Allemagne, de Belgique, d'Angleterre. Pas une seule information n'a circulé entre les différentes usines, pas une seule réunion n'a été mise en place ne serait-ce que pour assurer le soutien nécessaire entre salariés au sein du continent européen.

Nous avons appris seulement par des articles de presse en Belgique qu'il y avait eu une grève importante des salariés sous-traitants pour leur avenir. Il y a eu des coups de colère de salariés mais nous manquons de précisions pour comprendre la situation.

La semaine prochaine, il y a une réunion du Comité du Groupe Européen à Cologne. Ce devrait être l'occasion de faire le point sur la situation, au moins lors de la réunion des élus qui précèdera.



JOURNÉE D'ACTION LE 5 MARS

Les syndicats CGT, FO, SUD, FSU appellent nationalement à une journée d'action contre l'accord du 11 janvier, contre les attaques antisociales contenues dans cet accord. Les associations Attac, Copernic, ACI ... se joignent à cette manifestation.

L'objectif est d'empêcher le gouvernement de valider cet accord par une loi qui sera discutée au parlement dès le mois de mars. Il s'agit donc de construire une mobilisation importante. Le 5 mars devrait être logiquement la première étape.

A Bordeaux, le rassemblement avant la manifestation aura lieu place de la République à 11h30.

Nous donnons rendez-vous aux collègues derrière la banderole Ford. Soyons nombreux à nous défendre.

AGENDA (CHARGÉ) RÉUNIONS

Plusieurs réunions dans les jours qui viennent :

- Ce vendredi 22, mise en place d'un calendrier pour les négociations avec notamment les NAO (salaires,..)
- Lundi 25, réunion CE mensuelle
- Mardi 26, réunion DP mensuelle
- Mercredi 27, la Médecin Inspecteur Régionale a souhaité rencontrer les élus CE et CHSCT. Nous supposons que cela fait suite à la méfiance et à la contestation exprimées ces dernières semaines concernant l'agrément du service médical à renouveler ou pas et le licenciement révoltant d'un collègue pour inaptitude.
- Vendredi 1er mars (à priori), le Comité de Pilotage avec le Préfet, des représentants du gouvernement, la direction de Ford Europe, la direction de FAI, des élus locaux, des représentants des syndicats. Nous appellerons à une action à cette occasion.

DÉBAT POUR CONSTRUIRE LA RIPOSTE

Avant la manifestation du 5 mars, l'intersyndicale en Gironde propose de débattre des enjeux de l'accord. C'est Gérard Filoche, inspecteur du travail, qui viendra expliquer le contenu de cet accord signé le 11 janvier.

Il y a besoin de discuter des conséquences graves pour les salariés (chantage à l'emploi accru, facilitation des licenciements ...) et aussi de la nécessité de riposter, du comment on construit une mobilisation qui permette de changer le rapport de force, qui impose au gouvernement de voter une loi qui protège les salariés plutôt que de laisser au patronat les mains libres.

Nous défendons l'idée qu'il faut stopper les licenciements et les suppressions d'emplois dans le privé comme dans le public. C'est une urgence sociale de combattre le chômage et la précarité.



Organisent un débat public

**Accord flexibilité.
Progrès ou régression
pour les salarié-es ?**

**Jeudi 21 février 2013
à 18h00**

**salle Jean Lurçat
20 rue P. CURIE à Bègles**

en présence de
Gérard FILOCHE, Inspecteur du Travail.

interventions des organisations syndicales.